

## « LE VRAI COUPABLE, C'EST NOUS » !

Chronique entre deux présidences américaines

lundi 4 janvier 2021, par [LALLEMANT](#)

« *Le vrai coupable, c'est nous* » ! (1). Une autre manière d'analyser les problèmes des Etats-Unis d'aujourd'hui, que celle de Donald Trump, qui lui évoque les « *vrais coupables* » : la mondialisation, la technologie, les médias et maintenant les élections truquées... Le « nous » importe beaucoup. Cette phrase de J.E Stiglitz pourrait très bien s'appliquer aux enjeux énormes auxquels devra faire face Joe Biden. Il y a du positif dans le « nous » : autocritique, retour affiché du volontarisme, possibilité (théorique ?) d'inversion fondamentale des pentes dangereuses. En somme, réparer la mondialisation et la société américaine. Le « nous » définit clairement aussi la responsabilité des acteurs nationaux dans les tensions actuelles du capitalisme américain, écartant un peu rapidement le poids des contraintes exogènes et structurelles...

*Partout favoriser le risque, toujours lutter contre la rente...* . Une formule à priori neutre, donc à double sens. Le risque est inhérent à l'activité entrepreneuriale, **la rente** suggère les positions acquises, le conservatisme et l'absence d'agilité. Derrière ce concept économique clef, on trouve des considérations politiques diamétralement opposées. De quelles rentes parle-t-on ? Quels risques sont-ils considérés ? Le slogan ci-dessus relève essentiellement d'une approche néo-libérale des problèmes, qui n'est bien sûr pas celle de J.E. Stiglitz dans son ouvrage. Une lecture « objective » n'aura pas de mal à démontrer que la concentration du capital et l'économie financiarisée ont favorisé une économie de **rente multidimensionnelle** : financière (= emprunt à bas coût en particulier pour les banques et les entreprises), une rente d'influence pour les lobbys et les élites (évasion fiscale, baisse des impôts, pouvoir de marché des très grandes entreprises) et plus récemment une rente digitale en lien avec l'appropriation gratuite des données individuelles constitutive du Big Data. L'économie de rente (*sous sa deuxième formule*) inscrit ses conséquences néfastes dans les questions environnementales, les fractures sociales et l'augmentation exponentielle des inégalités (2) avec pour les Etats-Unis, le double piège de la pauvreté et de la ségrégation. Il est vrai pourtant que la crise sanitaire rebat actuellement les grandes tirades du discours dominant depuis les années 80. Mais qu'en sera-t-il à long terme, lors de la sortie de la crise sanitaire ?



J. E. Stiglitz, du côté du « nous », accuse clairement (toutefois pas exclusivement) le fameux 1 % de la population américaine, qui mobilise l'essentiel des ressources créées, le pouvoir et participe à la légitimation de la doxa. Tout ceci pourrait se résumer économiquement par le pouvoir de marché des très grandes firmes (pensons en particulier aux Gafam), et politiquement par une ploutocratie avide de surprofits (autre nom de la rente). Les uns dénoncent la rente sociale (les assistés, celle des fonctionnaires etc...) ; les autres, celles acquises dans des positions de domination économique à coup de force. Là est bien *le paradoxe d'une économie ultralibérale (j'insiste sur le mot ultra)* : dénonciation des réglementations ou de l'intrusion étatique... alors que tout est mis en oeuvre pour se protéger de la concurrence, autour de brevets de position dominante, d'acquisitions non respectueuses de la concurrence. Faut-il s'en étonner ? La finance se développe sans véritablement enclencher l'investissement productif alors que son rôle est de faire le lien entre le présent et l'avenir. La croissance américaine de ces dernières années - moindre que celles d'autres puissances, est acquise par des déficits croissants et une fiscalité favorisant les classes supérieures. Le pouvoir de marché, le « **un dollar = une voix** », ont déconstruit non seulement l'économie américaine rattrapée par la Chine, mais aussi la société, en contradiction flagrante avec les mythes de la liberté, de la réussite possible pour tous... L'Etat occidental - singulièrement américain - est affaibli. Il valide les droits de propriété mais se trouve dans une « tragédie de l'horizon » (3) (Mark Carney), perdant le sens du bien public et du long terme. Une faiblesse majeure dans la compétition entre Titans et plus encore sur les questions environnementales !

Le pouvoir et la puissance sans contrôle appellent les abus, le détournement de l'intérêt public au profit d'intérêts privés jamais complètement assouvis. Il est (trop) facile d'évoquer uniquement la loi fiscale de Donald Trump (2017). Rappelons plus généralement qu'en 1981/1982, *le taux d'imposition marginal des tranches supérieures des revenus*, était de 65 % en France, de 70 % aux Etats-Unis (à ne pas confondre avec le taux moyen). Plusieurs décennies de « *starving the beast* » (4) ont conduit les Etats-Unis vers les problèmes qui sont largement connus : crise des classes moyennes, désindustrialisation massive et brutale, taux de mortalité et morbidité indignes d'un pays développé. Des changements majeurs de structures : délocalisations et recherche du moindre coût, un Etat de second rang par rapport au marché (privatisations en Europe), ruissellement des richesses du bas vers le haut, coupes sociales et recul des

syndicats, une fracture sociale affligeante... Tous ces maux aggravés par la crise des subprimes de 2008, ne sont un « **exceptionnalisme américain** », que dans la profondeur de ces ruptures. L'aveuglement américain s'exprime désormais au travers des mythes fondateurs (pourtant une belle utopie créatrice) : l'échec de l'initiative personnelle s'est solidifiée dans la doxa de la responsabilité personnelle alors que l'ascenseur social est bloqué.

L'individualisme exacerbé d'aujourd'hui évoqué par J.E Stiglitz, n'est pas un atout mais un handicap. Avec les dernières élections américaines, nous voyons bien où se cristallise désormais l'un des enjeux majeurs : sur l'essence même de la démocratie qu'il faut réparer. De l'espoir toutefois : les Institutions américaines ont montré jusque-là leur résilience, face au coup de force d'un Président qui mène une politique de la terre brûlée. Il n'est que de souligner les tensions sociétales, également connues de façon relative en Europe. Cette dernière semble toutefois avoir entamé un tournant salutaire, à suivre lors de la sortie de la crise sanitaire car jusqu'alors, pas de réforme de justice fiscale envisagée, un « *déficit spending* » qu'il faudra bien limiter et financer (« quoiqu'il en coûte »...). La crise de 2008 aurait dû être un clignotant majeur de la décomposition économique et sociale sur fond de populisme. Le court-termisme du système (coupes sociales, critique systématique de l'Etat), se paie au prix fort, comme le prouvent les fractures américaines actuelles : inégalités sociales et violences explosives, perte de l'Etat comme bien public voire déclin économique etc... Reprendre le leadership moral sans moralisme, reconstruire un système réaliste d'échanges dans un contexte de pays souvent autoritaires et challengers, redistribuer une partie des richesses créées en heurtant les lobbys au service du « 1 % » etc... une tâche probablement plus périlleuse que celle de l'après-guerre ! L'ordre international était déconstruit avant même l'arrivée de Donald Trump. Celui-ci a renversé les chaises d'un *multilatéralisme souvent de façade* (PED, et pays sous influence), en quittant plusieurs traités commerciaux ou des Institutions internationales, dont les E.U étaient historiquement souvent les instigateurs. Les chaînes de valeur ne muteront pas non plus du jour au lendemain, en particulier avec **la théorie du low cost** et du tout compétitif, inhérents à l'idéologie du « tout marché ».

« Au delà du nous », il ne faudrait pas non plus sous-estimer ces *contraintes externes* dont Donald Trump s'est fait le chantre : la mondialisation et le progrès technologique (évoqués comme des boucs émissaires), le rattrapage technologique de pays « *non frères* » (cf les cyber-attaques récentes). Pour le futur Président, le champ fiscal est explosif : possibilité de se défaire de l'impôt (Gafam et autres FMN), paradis fiscaux dont la lutte a commencé à l'époque de la Société des Nations (SDN). Même s'il n'est pas nécessaire d'évoquer plus avant la concurrence inégale de certains pays développeurs (La Chine...), l'idéologie du « tout marché » conduit à l'aveuglement et/ou à l'enfermement. Un protectionnisme dur ou un laissez faire naïf sont deux options contreproductives... **Les lois extraterritoriales américaines** expriment d'abord leur force sur les entreprises des pays alliés. L'enjeu principal pour Joe Biden est peut-être là : participer à la construction d'un nouvel ordre international des échanges sans fermeture totale des frontières - vis à vis de pays qui ont des systèmes de valeurs différents - mais le faire avec lucidité et fermeté. *L'hyper-mondialisation*, idéologiquement légitimée jusqu'alors, est déjà en déclin. Le contrôle croissant de nombre de pays sur les investissements sensibles en constitue une illustration. Les questions de sécurité et de souveraineté s'expriment dans un climat de Realpolitik.

On ne saurait lister l'ensemble des *enjeux internationaux pour Joe Biden* : climatique (retour dans les accords de Paris après l'annulation du Clean Air Act ?), enjeux géopolitiques (Iran, Turquie, OTAN...). Le volontarisme peut très vite se heurter aux exigences de *la Realpolitik* vis à vis de la Chine, incontournable par son poids économique dans les échanges et son influence croissante (géopolitique des masques, vaccins et investissements à l'étranger). *Sur le plan géoéconomique*, il faudra bien limiter les facteurs déstabilisants d'une mondialisation sans limites, imposer avec justesse les fameux Gafam, sursoir à **la théorie du low cost** : des importations à prix bas certes, mais aussi avec des bas salaires au nom de la compétition salariale mondiale. Rénover sur le long terme la démocratie d'un pays fracturé, une démocratie malade de son Président et de ses manœuvres antidémocratiques. Sortir du « *Spoil System* » qui a largement détruit le contrat social (abrogation Obamacare), rétablir peut-être une exemplarité (avec bienveillance ?), un retour des Etats-Unis dans l'OMS. Reprendre le leadership moral, une tâche peut-être déjà inatteignable pour un pays en retard sur les énormes transitions à venir. Le marché tout puissant (ou plutôt ses laudateurs absolus) a « ses vérités » : critique de la Science, utilisation des fake news, légitimation d'un ordre établi égoïste aux dépens du plus grand nombre. Une tâche immense...

Loin de « **cette mondialisation heureuse** »... (idéologie faussement naïve du « tout marché »), les lignes de confrontation avec les pays autocratiques ne peuvent tourner à l'avantage des démocraties qu'avec l'inclusion des populations les plus maltraitées depuis ces dernières décennies. Les Etats Unis de Joe Biden permettront peut-être de décider si ce pays est d'abord un partenaire ou un rival pour l'Union européenne. Poser la question de cette manière, revient alors pour l'Europe à devenir adulte en défendant ses positions. Entre deux limites vécues d'un certain populisme - le Brexit (« *enfant du malaise européen*, E. Macron, 31 déc. 020) et le trumpisme - il existe une fenêtre d'opportunité pour l'Europe intégrée, une ligne de crête dans cette guerre des Titans pour la puissance. Recréer l'envie d'Union pour des millions d'européens, avancer sur l'Europe de la Défense, et surtout lancer un nouveau projet probablement autour de la transition énergétique et de la lutte contre les rentes indignes de pays démocratiques, supposent de dépasser les égoïsme nationaux, une autre ligne de crêtes... Sur nombre de sujets, la discorde ne manquera pas avec les Etats-Unis (litige Airbus/ Boeing, taxation des Gafam, nouvelles taxes sur pièces détachées aéronautiques, vins non pétillants et cognacs...). Par une **certaine autonomie stratégique**, sans vendre son âme, elle doit trouver un rôle d'équilibre pour éviter *la vassalisation* vis à vis des deux grands. Le retour sur la scène internationale des Etats-Unis, l'accord global de cette fin d'année 2020 sur les investissements avec la Chine (« offrant aux investisseurs européens un accès sans précédent au marché chinois »), posent déjà de larges questions (5). L'Europe ne pourra pas dire qu'elle ne savait pas...

*Il existe au moins un point commun entre les Etats-Unis et l'Europe, l'urgence de la rénovation démocratique pour peser sur les choix d'avenir .*

(1) J. E. Stiglitz : « *Peuple, Pouvoir, Profits, 2019* ». L'auteur évoque de façon récurrente la phrase : « le vrai coupable, c'est nous » (ex : p.113). Prix Nobel d'Economie 2001 (travaux sur les marchés et l'asymétrie d'information).

(2) « *Capitalisme : Le temps des ruptures* ». Odile Jacob, novembre 2019. Ouvrage collectif sous la direction de Michel Aglietta, professeur émérite de Sciences économiques et conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII).

(3) « *Tragédie de l'horizon* » selon Mark Carney, ancien gouverneur de la Banque d'Angleterre. Face à la menace climatique, il évoque les risques collectifs majeurs qui dépassent l'horizon des décideurs économiques et politiques qui relèvent d'objectifs de rentabilité à court terme et des échéances électorales démocratiques etc...

(4) « *Starving the beast* » est une stratégie politique issue des conservateurs américains pour limiter les dépenses gouvernementales, en limitant les ressources publiques par la baisse des impôts, ce qui met en difficulté les administrations etc... et légitime alors les coupes (sociales) par la dénonciation de leur inefficacité

(5) « L'UE accepte un accord commercial avec la Chine malgré des engagements limités sur le travail forcé ». Le Monde du 31 décembre 2020. Par Frédéric Lemaître (Pékin, correspondant) et Cédric Vallet (Bruxelles, correspondance)

[https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/31/la-chine-et-l-union-europeenne-concluent-un-accord-de-principe-sur-les-investissements\\_6064888\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2020/12/31/la-chine-et-l-union-europeenne-concluent-un-accord-de-principe-sur-les-investissements_6064888_3210.html)